

FACULTE DE DROIT DE PARIS

ORIENTE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Sékou Touré va rencontrer Houphouët-Boigny et Senghor à Monrovia

Cercle de famille

Sékou Touré s'apprete à intégrer par son pays le cercle de famille ouest-africain. Après l'accession de Houphouët-Boigny à la présidence, la souveraineté internationale de son long isolement devrait enfin trouver un terme. Deux décennies spectaculaires « non » ont été un défi au général de passage à Conakry en 1968 pour y présenter ce qui est devenu l'éphémère traité franco-africain...

Les rumeurs qui circulent avec insistance à Dakar, à Lomé et à Abidjan dont notre correspondant d'Afrique occidentale se rend compte ne laissent guère de doute sur les intentions du président de la République guinéenne. Durant la semaine prochaine, Monrovia, capitale du Libéria, Félix Houphouët-Boigny, et sénégalais, Léopold Senghor, M. Sekou Touré vont normaliser les relations avec la Côte-d'Ivoire, le Sénégal, trop longtemps caractérisés par une série de tensions et de

de la semaine, déjà, le général ivoirien « Voix de l'ouest » que l'on peut considérer comme porte-parole officiel de l'opposition d'Abidjan. On ne savait pas qu'un tel rapprochement se ferait d'un seul coup. Abidjan, d'un autre côté, le général oppose la même attitude aux

MM. Senghor, président du Sénégal, et Houphouët-Boigny, président de la Côte-d'Ivoire, vont rencontrer, la semaine prochaine à Monrovia, capitale du Libéria, M. Sekou Touré, chef de l'Etat guinéen. Devraient également participer à cette réunion les présidents Tolbert (Libéria), Jawara (Gambie) et Eyadéma (Togo).

De notre correspondant en Afrique occidentale

Dakar. — M. Senghor déclarait à l'occasion de la récente campagne électorale : « Si vous me renouvelez votre confiance, je me rendrai à Monrovia pour y rencontrer Sékou Touré. » C'est, sauf imprévu, ce qu'il va faire la semaine prochaine, dès que la Cour suprême, pour le moment saisie par son adversaire, M. Wade, d'une requête en annulation, aura définitivement confirmé sa réélection.

Bien que la nouvelle n'ait toujours pas été officiellement annoncée à Dakar, où, dans l'attente de la formation imminente d'un nouveau gouvernement, les milieux officiels se refusent à toute déclaration, dans les cercles bien informés de la capitale sénégalaise, on tient pour assuré depuis quelques jours que les présidents Senghor et Houphouët-Boigny rencontreront le président Sékou Touré la semaine prochaine à Monrovia, au Libéria.

PIERRE BIARNES.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

PAS BAVARD

LES DERNIERS JOURS DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

M. Mitterrand écarte la théorie du « domaine réservé » du chef de l'État

M. Barre : en 1962, les Français ont reconnu la prédominance du président de la République

Au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'échéance électorale attendue depuis si longtemps, la tentation de tous est de s'interroger sur ce qui se passera après, si les choses changent, c'est-à-dire si la gauche gagne.

Quel sera le gouvernement, quels seront ses rapports avec le président de la République ? Quels seront les pouvoirs du chef de l'Etat, M. Mitterrand écartant la théorie du « domaine réservé » avancée en 1959 ?

Dans un premier temps, M. Giscard d'Estaing a donné à penser, en expliquant qu'il ne pouvait pas s'opposer à l'application du programme commun, qu'il n'y aurait pas de crise avec la gauche au pouvoir. S'il en est ainsi, il n'y aura effectivement pas de crise, ont souligné MM. Marchais et Mitterrand, qui veulent écarter cette crainte. M. Poniatowski a toutefois rappelé que le président de la République ne laisserait pas empiéter sur ses prérogatives constitutionnelles relatives à la défense, aux affaires étrangères, à l'unité nationale. Mais il y a la lettre de la Constitution et la pratique présidentielle instaurée par le général de Gaulle et adoptée par

Georges Pompidou et son successeur. M. Mitterrand ne reconnaît aucun domaine réservé au chef de l'Etat, en dehors d'une stricte lecture de la Constitution, qui lui donne notamment le commandement en chef des armées et du respect dû à sa fonction. Pour M. Barre, en décidant en 1962 de l'élire au suffrage universel, « les Français ont reconnu la prédominance du président de la République » et, de toute façon, il n'y a pas actuellement de domaine réservé, tant est grande l'homogénéité de l'exécutif. Avec un gouvernement de gauche, il n'y aura pas la même osmose.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 9.)

L'absente

par JACQUES AMALRIC

Ils sont venus, ils ont longuement débattu, mais ils n'ont pas toujours convaincu : alors que s'achève la ronde des candidats, on ne peut s'empêcher de ressentir comme un sentiment de frustration, de « manque ». Submergés de discours, gavés de débats contradictoires et d'explications confuses ou simplistes, les électeurs restent en partie sur leur faim, comme si quelque chose d'essentiel n'avait pas été vrai-

ment dit. Cette image ressort tout particulièrement du discours communiste sur la crise économique : pour les dirigeants du P.C.F., les difficultés actuelles sont dues surtout à la volonté politique des tenants actuels du pouvoir ; les dimensions internationales du problème — crise de l'énergie, des matières premières — sont « évacuées » comme quantité négligeable. Quelle dif-

Risques

La campagne électorale qui s'achève a été longue, beaucoup trop longue. Elle a épuisé le sentiment de l'élection présidentielle ou, en tout cas, le sentiment suivant. C'est alors que sont apparues les premières fissures dans l'union de la gauche, précisément lors des élections législatives partielles de septembre 1974. C'est alors que, faute d'avoir renouvelé l'Assemblée nationale pour avoir une majorité parlementaire à l'image de sa politique, le président de la République chercha tantôt à récupérer les gaullistes, tantôt à les lâcher. C'est alors que, faute d'avoir pris à temps l'exacte mesure de la crise de l'économie occidentale, non pas créée mais amplifiée par celle de l'énergie, le gouvernement commença à naviguer entre les deux écueils de la récession et de l'inflation pour finalement se heurter aux deux. Aujourd'hui encore, la crise économique nourrit la crise politique tant au sein de la majorité que dans l'opposition.

La différence du général de Gaulle et de Georges Pompidou, M. Giscard d'Estaing n'a pas fait, de la victoire de la majorité, la condition de son maintien à l'Élysée. Inutile d'épiloguer : il y a deux lectures de la Constitution. Mais vouloir ignorer que tôt ou tard, dans trois mois ou trois ans, un conflit surgira entre un président de droite et une majorité de gauche, ou inversement, c'est nier l'évidence. Il faudra, le moment venu, y remédier.

Plus immédiate est la nécessité de modifier le système électoral, comme l'envisagent les giscardiens et le propose la gauche. Tout mode de scrutin sécrète, à la longue, ses maladies. Pour le scrutin de liste proportionnel, la sclérose ; pour le scrutin majoritaire à deux tours, la corruption. C'est pourquoi il faut en changer de temps en temps. Il est intolérable que l'on achète une circonscription à coups de millions, comme — hélas ! — un journal ou un fonds de commerce ; intolérable que l'on marchande, et parfois au sens mercantile du terme, des sièges et même des voix entre les deux tours ; intolérable que, lorsque le résultat dépend de quelque suffrages, toutes sortes de fraudes soient utilisées, et le racket des votes des Français de l'étranger, si l'union et les moyens d'information y étaient plus attentifs, serait une sorte de Watergate ; intolérable enfin que le découpage des circonscriptions, déjà disparates il y a vingt ans, soit, en dépit des bouleversements démographiques, le même qu'en 1958, à l'exception de l'île-de-France.

En évoquant ces questions, on n'abaisse pas le débat politique, on l'assainit.

La démocratie n'exige pas seulement de libres élections (mais sont-elles totalement quand elles font l'objet de tant de manipulations ?) et des pouvoirs équilibrés (mais le sont-ils vraiment quand ils contiennent tant de germes de conflits ?). La démocratie, c'est aussi un climat, un climat de liberté.

Pendant vingt ans l'opposition s'est plainte d'être méprisée et manipulée par la majorité, d'avoir été concrètement privée de l'accès au contrôle effectif, aux sources de documentation, à l'antenne, sauf pendant les campagnes électorales. La majorité a été si loin dans l'étroitesse d'esprit et l'abus des procédures qu'elle se promet, si elle survit, de respecter enfin l'opposition. La gauche se promet, elle aussi, si elle l'emporte, de traiter mieux l'opposition de demain qu'elle ne l'a été elle-même.

Liberté politique mais aussi liberté d'expression.

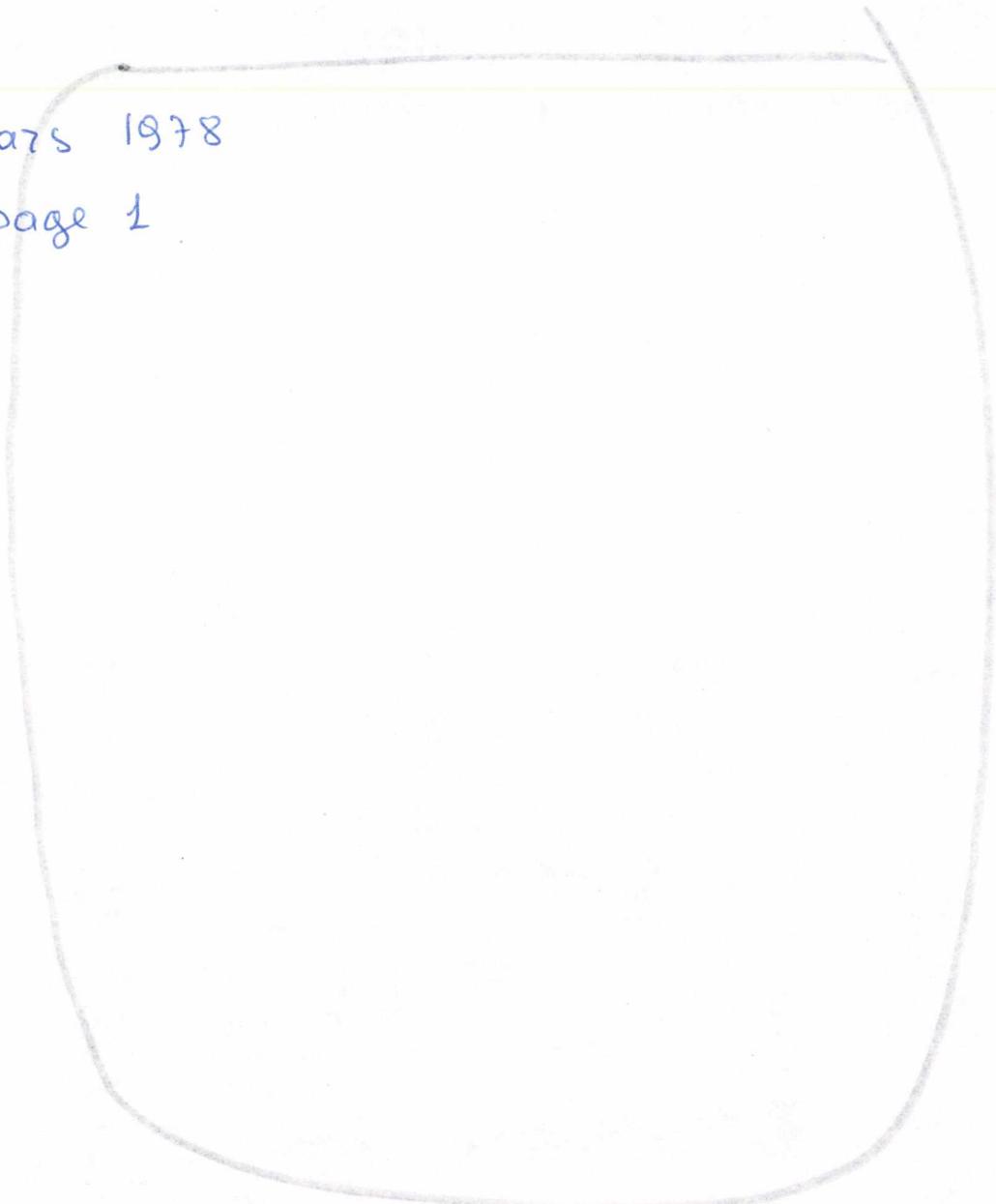
10 Mars 1978

LE MONDE - 10 Mars 1978

page 1

10 Mars

1978



... assigner. Les effets éventuels de la distribution des sièges parlementaires, de dissensions possibles à gauche, entre les deux tours de scrutin, ne changeraient rien à cette prééminence de la majorité qui traîne son usure propre.

C'est pourquoi les gaullistes d'opposition sont dans la gauche. Les républicains de progrès et républicains socialistes, nous avons signé, au premier lieu avec le parti socialiste un protocole par lequel il reconnaît la place de notre famille politique dans la gauche et son droit à une légitime représentation.

Si nous n'avons pas signé le programme commun et ne sommes dès lors pas liés par le détail de ses dispositions — dont l'invocation ne nous apparente pas à garantir l'accord des signataires ! — nous nous reconnaissons dans les aspirations et orientations majeures de ce document. (...)

C'est un souci de responsabilité que nous entendons affirmer de main gauche par-delà les tensions qui seraient celles d'un « régime évanescent des partis ». Nous ne rejets rien de l'acquis de la V^e République, mais nous entendons nous appuyer sur lui pour aller vers l'avant de la démocratie sociale.

LE COMITÉ MALVILLE APPELLE A MANIFESTER CONTRE LE SURRÉGÉNÉRATEUR

(De notre correspondant.)

Grenoble. — Le comité Malville de Grenoble appelle à une manifestation pacifique, le samedi 13 mars, dans l'un des quartiers les plus populaires de l'agglomération, la cité Mistral. L'objectif est de rappeler à tous les candidats aux élections, et notamment aux écologistes, que le surrégénérateur de Creys-Malville existe, et que les travaux sont entrés dans leur phase active.

À la veille des élections législatives, ce problème essentiel a été oublié par la plupart des candidats électoraux. Nous nous trouvons dans l'obligation de rappeler la démocratie directe : dans la rue, encore une fois, nous ne pouvons pas d'exprimer. Le surrégénérateur est inacceptable. Lire dans un communiqué du comité Malville de Grenoble, l'initiative divise profondément les écologistes grenoblois.

» Face à cette opposition, qui se divise de plus en plus, l'Union pour la démocratie française représente, dans une majorité unie sur l'essentiel, la force de changement et de progrès qui peut, derrière le président de la République, assurer le renouvellement de l'action de cette majorité. A partir des cinq millions d'électeurs qu'elle veut réunir dès le premier tour, elle apportera au président de la République un soutien sans défaillance.

» L'U.D.F. propose de développer

(1) Le conseil de l'U.D.F. est composé de MM. Solisson (P.R.), Lecanuet (C.D.S.), Servan-Schreiber (rad.), Chinaud (P.R.), Diligent (C.D.S.), Fourcade (P.R.), Lejeune (M.D.S.F.), Monory (C.D.S.) et de Mme Monique Pelletier (P.R.).

Les derniers jours de la campagne

(Suite de la première page.)

Même si les socialistes et communistes ne semblent pas vouloir rechercher le conflit avec le président de la République sur les révisions constitutionnelles qu'ils envisagent, des problèmes concrets se poseront : de la politique de désarmement, aux Nations unies, qui la représentera au Conseil européen ?

Un gouvernement issu d'une victoire de la gauche sera composé de toutes les formations qui composent celle-ci, assure M. Mitterrand, sans vouloir s'engager davantage d'ici au 19 mars. « On ne se partage pas, déclare-t-il, un pouvoir que l'on n'a pas. » Sur ce point, le premier secrétaire du P.S. et ses lieutenants s'opposent aux demandes du P.C. qui seront vraisemblablement renouvelées au soir du premier tour. M. Fiterman vient de rappeler que les communistes veulent un accord sur le fond, englobant non seulement la question du désistement mais aussi celles du gouvernement et du programme, c'est-à-dire des nationalisations.

M. Fiterman laisse clairement entendre dans une interview publiée par le *Quotidien de Paris*, que son parti pourrait accepter une nouvelle concession, concernant les nationalisations, en se raillant aux propositions de la C.F.D.T. ce qui ne manquerait pas de mettre le P.S. dans l'embarras. En effet, en proposant de nationaliser quatre cent cinquante

filiales des groupes destinés à passer sous le contrôle de l'Etat, la C.F.D.T. se situe à mi-distance des chiffres du P.C. (729 entreprises) et du P.S. (286). Le P.S. ne se prononce pas sur le contenu de cette éventuelle base de compromis, mais repousse l'idée d'une actualisation précipitée. M. Mitterrand estime que tel qu'il est, le programme commun qui était bon pour toutes les précédentes consultations depuis 1972, l'est resté. Les dirigeants communistes pensent que ceux du P.S. ne pourront pas camper sur cette position. D'une part parce qu'ils seront en mauvaise position par rapport à la C.F.D.T., d'autre part parce qu'ils subiront la pression de leur minorité, le CERES, pour parvenir à un accord, enfin parce que, entre les deux tours, de nombreux candidats socialistes seront sur les charbons ardents en attendant la décision du P.C. sur les désistements. On ne peut donc exclure un nouvel échec. Le P.C. a d'ailleurs pris ses dispositions pour entériner la décision quelle qu'elle soit, devrait-elle être aussi capitale que le refus du désistement. En effet, le comité central a été convoqué en même temps que la réunion au « sommet » envisagée pour l'après-midi du 13 mars : ainsi pourra-t-il ratifier sur-le-champ la décision de la direction du parti selon qu'un accord aura ou non été conclu avec le P.S.

ANDRÉ LAURENS.

— et dernière — réunion publique communale depuis que le P.C.F. a décidé, le 26 janvier, de retirer son candidat, M. René Desgrand, conseiller général de Villeurbanne Nord, pour apporter — dans la perspective d'« une union forte et large sur des bases claires » — son appui au représentant du P.S.U.

Deux affiches — alternant avec deux autres présentant la photographie de Claude Bourdet et de sa suppléante — témoignaient de ce soutien : « Pour le vrai changement, le rassemblement le plus large, la démocratie, avec les communistes, votez Claude Bourdet », proclament-elles en grands caractères. Surtout, les propos des représentants du parti communiste présents à la tribune à côté de M. Claude Bourdet ne laissent planer aucun doute. « Soutien sans réserve », a répété, au début et à la fin de son intervention, M. Jean Capievic, membre du comité central du P.C. et représentant de la fédération du Rhône. « Votez massivement pour Claude Bourdet », a lancé M. René Desgrand, qui considère que « le P.S.U., l'autogestion, constituent des apports nouveaux et riches. »

Les « divergences » ? « C'est vrai que nous en avons mais nous-nous pas quelques divergences avec le P.S. et les radicaux de gauche ? », a noté M. Capievic. Ces divergences — incontestées, — on s'est gardé de les évoquer trop précisément de part et d'autre. Elles planaient comme des ombres sur l'assemblée quand le représentant national du P.S.U. a évoqué « notre camarade mort à Malville » ou rappelé la lutte engagée par son organisation « contre le nucléaire civil » ou encore lorsque, définissant le Front autogestionnaire, il a souligné que celui-ci rassemble « ceux qui refusent une société de plus en plus étatisée, de plus en plus militarisée ».

Bien davantage on s'est évertué des deux côtés à souligner les convergences, non moins incontestables et sans doute plus nombreuses, « les larges nationalisations qui doivent redonner le pouvoir aux travailleurs, le droit des femmes, la décentralisation, le développement des activités non marchandes », pour reprendre des exemples cités par le P.S.U. Convergences en matière de politique étrangère, a dit également M. Capievic.

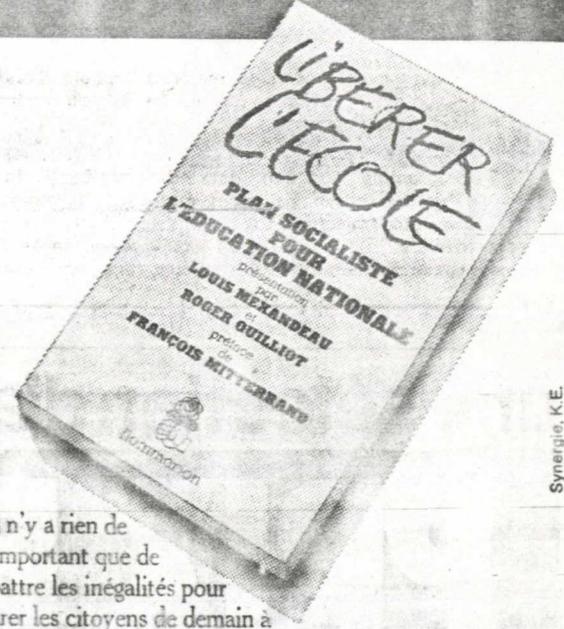
Claude Bourdet a remercié le P.C.

d'hui, — il faudra s'attendre à un sabotage special destiné à rompre l'unité de la gauche. Cela veut dire qu'il faudra se défendre par des mesures draconiennes contre le capitalisme. »

Le gouvernement de gauche en sera-t-il capable ? « Il aura des atouts certains mais il lui faudra toute la force des ministres communistes, des masses communistes, des socialistes de gauche, des autogestionnaires, pour que la tendance ne soit pas à la continuation de la politique actuelle. »

7 mars que les déclarations de M. Robert Fabre et de discuter sur la base des positions de la C.F.I. timent une tentative pour toute nouvelle négociation. P.S.U. ajoute que visent à « imposer à un gouvernement de gauche une politique allant à l'encontre des espérances populaires ». Il estime que « c'est une même perspective qui se dessine avec campagne menée par certains milieux autour de M. France ».

Les inégalités sociales commencent à l'école, la démocratie aussi.



« Il n'y a rien de plus important que de combattre les inégalités pour préparer les citoyens de demain à vivre l'expérience responsable d'une démocratie authentique. Cela commence par l'école. »

Louis Mexandeau.

Député du Calvados, délégué national du parti socialiste à l'Education Nationale.

Préface de F. Mitterrand. 192 pages, 15 F.

FLAMMARION

LE MONDE - 10 mars 1978

Page 9

②

